

PATRICK BAUDOIN,
président de la LDH

« L'époque est à l'oubli ou à la négation de la belle devise républicaine "Liberté. Egalité. Fraternité". C'est pourtant autour de ces valeurs qu'il faut fédérer. »

Combattre pour une **démocratie sociale respectueuse** des droits et libertés

Si la France n'est certes pas le pays des droits de l'Homme, elle reste le pays de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, elle a aussi œuvré pour parvenir à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, le 10 décembre 1948, de la DUDH⁽¹⁾. Si cette Déclaration à vocation universelle s'inspire des principes posés par les révolutionnaires français quant aux droits civils et politiques, elle élargit le contenu en y ajoutant les obligations relatives aux droits économiques, sociaux et culturels (Desc). Figurent ainsi dans la Déclaration universelle des articles essentiels reconnaissant à toute personne le droit à la sécurité sociale et à obtenir la satisfaction des Desc indispensables à sa dignité (article 22), le droit au travail dans des conditions satisfaisantes (article 23), le droit au repos et aux loisirs (article 24), le droit « à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille [...] »⁽²⁾ (article 25). Ces droits sociaux, dont le respect s'impose à l'Etat, se retrouvent aussi dans le Préambule de la Constitution française de 1946, repris dans celui de la Constitution de 1958.

La permanence du combat contre les inégalités

Or il existe un fossé béant entre la définition des droits et leur application. Les inégalités de niveau de vie sont ainsi reparties à la hausse avec des différences de revenus considérables et la concentration des patrimoines entre les mains des plus riches. Plus de neuf millions de Français, soit près de 15 % de la population, ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Ce sont plus de quatre millions de personnes qui sont mal logées, voire sans logement. Le nombre de familles et d'enfants à la rue est en croissance constante. Les services publics, de la santé, de l'éducation, des transports, indispensables à une vie collective égalitaire, sont en déliquescence. Alors que les quartiers populaires comme bien des territoires ruraux ou périurbains se sentent délaissés, les énormes inégalités territoriales menacent aussi

la cohésion sociale et le pacte démocratique. Le combat pour une effectivité des droits économiques et sociaux doit s'inscrire dans la recherche d'une transition juste en intégrant la nécessité de conjuguer la justice sociale avec la justice climatique. L'accroissement insoutenable des inégalités ne peut que susciter de légitimes sentiments de révolte qui accentuent la fracturation de la société.

Réhabiliter la devise républicaine

L'époque est à l'oubli ou à la négation de la belle devise républicaine « Liberté. Egalité. Fraternité », trois valeurs piétinées à l'occasion du feuilleton consternant sur la dernière loi immigration. En présence du recul des droits et libertés, et du péril corrélatif lié à la forte progression de l'extrême droite, c'est pourtant autour de ces valeurs qu'il faut fédérer en élaborant un projet alternatif et attractif sur les enjeux fondamentaux pour l'avenir de la démocratie. Outre l'objectif égalitaire de la justice sociale et écologique, et celui de la cessation des abandons de certains territoires, c'est la nécessité d'une mobilisation pour le respect des libertés menacées, d'expression, de manifestation, d'association, syndicale, et c'est encore, au nom de la fraternité et du respect de l'altruisme, la défense de notre commune humanité face à la haine et aux discriminations. La LDH est pleinement investie pour contribuer au rassemblement sur de telles bases d'un maximum d'organisations partenaires, et d'un ensemble de citoyens et citoyennes. La recherche de l'apaisement et de la réconciliation, qui passe par la revendication d'une société juste pour toutes et tous, doit constituer la boussole d'une action déterminée pour restaurer le blason bien terni d'un régime politique français qui vire à l'illibéral. ●

(1) Déclaration universelle des droits de l'Homme.

(2) « [...] notamment par l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires [...] ».